



LE PEUPLE AU-DESSUS DU PROFIT

- Troisième débat - Plus qu'un emploi : L'avenir du travail dans la fonction publique

Les personnes employées dans la fonction publique ne sont pas motivées uniquement par l'argent – elles servent également leur communauté. Pour ce faire, elles doivent pouvoir jouir de droits en tant que travailleurs/euses, de conditions de travail décentes, mais être impliquées dans la gestion des services qu'elles délivrent. Ce paradigme est en pleine évolution aux quatre coins de la planète.

Les développements économiques et technologiques – mais aussi politiques et idéologiques – remettent en question la manière dont les services publics sont fournis. Bon nombre des services auparavant délivrés par des fonctionnaires du gouvernement sont à présent assurés par le secteur privé ou le secteur sans but lucratif. Dans certains pays, même les fonctions centrales du gouvernement – comme l'administration de la justice et la sécurité – sont sous-traitées. Il en résulte de profonds changements en termes de conditions d'emploi, la désyndicalisation, la précarité de l'emploi et une évolution de la culture de prestation de ces services, s'écartant de la prestation de service à la communauté pour devenir une prestation axée sur le profit.

Dans le même temps, l'évolution technologique génère des possibilités permettant aux intérêts puissants de remodeler l'économie et notre conception en la matière. Les robots, l'économie de partage, l'économie de plateformes ou l'économie des applications, la société en réseaux – tous ces paramètres modifient la relation entre le travail et le capital et mettent à l'épreuve des concepts bien établis tels qu'« employé(e) » et « employeur », « salaires », « congé », « exploitation », « vie privée » et – plus important encore – le concept de « droits ».

Pour comprendre et faire face à ces nouvelles formes de travail et de services publics, nous ne devons pas oublier que la technologie est possédée, contrôlée et promue par des acteurs sociaux affichant des intérêts particuliers. Et que ceux qui promeuvent les modèles privés de services publics agissent selon des motivations politiques, idéologiques et économiques.

Pour protéger les services publics et les droits des travailleurs/euses, il est essentiel de comprendre les tendances actuelles.